



Aujourd'hui la Turquie

numéro 134

Eclair d'or
Anaïs Kleiber



12 TL - 6,50 euros

www.aujourdhuiturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 134, Mai 2016

Coşkun Aral, du photographe au reporter de guerre

L'air paisible, Coşkun Aral est là, assis dans un café de Moda, attendant notre venue. T-shirt gris, veste sans manches et barbe mal rasée, il nous fait signe de nous asseoir. Une allure très décontractée, presque attendrissante, qui casse l'image tant répandue du reporter de guerre pédant et inaccessible. Trois gorgées de café plus tard, tablette en mains, il commence à nous raconter son histoire...

Le désormais célèbre journaliste et photographe est né en 1956 dans la ville de Siirt, au sud-est de la Turquie. Il se découvre une passion pour la photographie à l'âge de onze ans, lorsque son cousin lui prête un appareil photo argentique. Ayant passé son enfance dans une région reculée, il ressent le besoin de voyager et de découvrir le monde. Il part donc effectuer sa scolarité au lycée d'Istanbul et commence à travailler en tant que reporter pour quelques quotidiens turcs. A l'époque, des émeutes ont régulièrement lieu à Istanbul et dans le reste du pays. Le premier mai 1977, de grandes manifestations se déroulent sur la place Taksim. C'est une journée particulière en Turquie, symbole des protestations syndicales. Cette année-là, les nombreux débordements provoquent 37 morts, touchés par balles ou écrasés sur le sol par les autorités locales. C'est la première fois que Coşkun Aral couvre un événement de cette ampleur.

Un parcours jonché de hasards et d'événements inattendus

A la suite de ces événements, il commence à travailler pour l'agence de presse SIPA, basée à Paris. Il devient officiellement correspondant de presse à Istanbul, alternant les séjours entre la France et la Turquie. C'est également à cette époque qu'il commence à couvrir la guerre, en suivant notamment les manœuvres militaires de l'OTAN et de l'armée turque. Les débuts ne sont pas toujours évidents : « Je n'ai pas réussi à ramener beaucoup de photos. »

(lire la suite page 9)

Aujourd'hui la Turquie fête ses onze ans

L'unique journal francophone papier de Turquie se tient en tant que principal relais pour la francophonie. Alors que la plupart des journaux français disparaissent dans les années 1970, Aujourd'hui la Turquie s'engage, depuis 2005, à contribuer au développement de la francophonie en Turquie. Depuis onze ans, le journal se donne également pour objectif de présenter l'évolution de la Turquie contemporaine ainsi que sa position et son importance dans l'échiquier régional et mondial, tout en réservant une place privilégiée aux relations franco-turques et aux liens avec l'Union Européenne.



Un cadre spécifique sur l'actualité
Les contributeurs d'Aujourd'hui la Turquie, qu'ils soient issus du milieu universitaire, politique ou des affaires, permettent au journal de rendre compte d'une actualité en phase avec les évolutions que connaît le pays. Les analyses subtiles de chercheurs et d'experts turcs ou européens en lien avec le journal offrent un véritable éclairage sur l'actualité mondiale et la Turquie. Ainsi, nous sommes attentifs à vous montrer les événements relatifs à la Turquie à travers le monde et à vous offrir une multiplicité de points de vue sur le pays. A travers une information claire et réfléchie, nous prolongeons ce devoir d'information et de transmission en proposant également des articles

de réflexion sur la société turque ainsi que la diversité et la richesse de l'offre culturelle sur Istanbul.

Une histoire riche de partenaires et de francophonie

Au total, ce sont plus de quarante-cinq personnes qui travaillent pour notre journal, ce qui représente, jusqu'à ce numéro, 2007 pages écrites. Accompagné par un ensemble de partenaires, Aujourd'hui la Turquie a réussi à s'imposer, notamment grâce au soutien particulier d'Uludag, de l'hôtel Armada et de Michelin. Depuis le début de l'aventure, nous développons également un partenariat durable avec le lycée français Notre Dame de Sion, l'un des plus importants établissements de l'enseignement de la langue et de la culture française en Turquie.

(lire la suite page 5)



Dr. Hüseyin Latif
Directeur de la publication

Cela fait déjà 11 ans !

Aujourd'hui la Turquie fête déjà ses 11 années d'existence. Ces 11 années ont passé si vite...

(lire la suite page 5)

La bibliothèque et le centre des archives pour les œuvres féminines



Retour sur...

Avec la télé-réalité, en route vers une idiocratie Dorian Alinaghi, P. 6

L'avenir est en Afrique subsaharienne, Eren Paykal, P. 7

Voyage au bout de la Libye, Raphaël Schmitter, P. 2

Quand l'école s'engage à former ses élèves à la permaculture, l'édito Mireille Sadège, P. 11

Galleries Lafayette Le Nouvel Homme : mi pub, mi... sottise !



> P.10



Dr. Olivier Bullette

La crise entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh, retour vers une guerre oubliée ?

L'actualité internationale déjà bien troublée en ce printemps 2016 nous ramène aux suites d'un conflit presque oublié concernant le sud du Caucase.

La question du Haut-Karabakh prend ses racines dans celle de la dissolution de l'URSS, à la fin des années 80. En effet, cette enclave arménienne chrétienne, en territoire azerbaïdjanais musulman, est la résultante des découpages territoriaux opérés du temps de la formation de l'URSS au début des années 1920, puis renforcés encore par Staline afin, le croyait-on à l'époque, de pouvoir neutraliser les fameux problèmes de cohabitations des différents peuples hérités de l'immense Empire russe, dont l'URSS, nous le savons aujourd'hui, fut le prolongement.



A ce titre, un territoire autonome arménien, la région autonome du Nagorno-Karabakh, fut créé en 1923 en plein territoire de la République Socialiste Soviétique (SSR) d'Azerbaïdjan, alors que dans la SSR d'Arménie créée en 1920, apparaissait un territoire azéris, la République autonome (RA) du Nakhitchevan. Nous nous retrouvons donc dès l'époque soviétique dans deux situations de corridors (c'est-à-dire d'isolement de population) manifestes. Cette situation comportant des risques potentiels de conflits ne devait plus évoluer durant la période soviétique et son complexe système de Républiques autonomes, le tout étant inclus dans un vaste ensemble totalitaire oppressif, neutralisant les risques de conflits locaux.

Mais dès la fin des années 80, les politiques de perestroïka et de glasnost menées par Michael Gorbatchev eurent pour effet en premier lieu, et ce bien avant de dissoudre le bloc de l'Est, de désintégrer l'ancien Empire soviétique hérité de la Russie tsariste. A l'Ouest, cela devait concerner les indépendances ukrainiennes et biélorusses, mais dans la partie Caucase et Asie centrale de l'Empire, ce sont l'intégralité des républiques évoquées plus haut qui devinrent indépendantes, comme l'immense Kazakhstan par exemple, mais aussi toutes les autres dont l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Les problèmes territoriaux et inter-ethniques réapparurent alors. Une guerre sanglante s'en suivit de 1988 à 1994, faisant des deux côtés près de 26 000 morts civils et militaires ainsi que 400 000 réfugiés arméniens d'Azerbaïdjan et 800 000 réfugiés azéris d'Arménie et du Karabakh.

Voyage au bout de la Libye

Cinq ans après le Printemps arabe et la chute de l'ex-dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, la situation du pays est plus que jamais chaotique. Entre un gouvernement de Tobrouk qualifié de libéral par l'Occident et un autre à Tripoli dirigé par les Frères musulmans, l'Organisation de l'Etat Islamique (OEI) profite du flou politique pour s'imposer comme troisième faction. Dans ce désordre, l'armée française combat les terroristes en toute discrétion. La France et ses alliés préparent-ils une nouvelle intervention ?

«La France est forte et belle quand son action est juste, à la hauteur de son Histoire et de ses valeurs». C'est ainsi qu'avait salué Manuel Valls, alors candidat au primaire socialiste, l'intervention libyenne de Nicolas Sarkozy en 2011. Néanmoins, cinq ans plus tard, on a du mal à voir les vertus de cette opération. Le discours triomphaliste, prononcé par l'ancien président français à Benghazi, sonne dorénavant creux à l'oreille de la population en Libye.

La chute de l'ancien ami

Pourtant, le pays semblait sur le bon chemin. Deux mois après son commencement en Tunisie, le Printemps arabe gagne la Libye au mois de février 2011. La contestation se développe surtout à Benghazi où la jeunesse, exploitée, prend conscience de sa précarité économique et sociale. Les réseaux sociaux deviennent alors un outil d'organisation ainsi qu'une plate-forme de discussions pour le peuple, assoiffé de démocratie. Cependant, le président Kadhafi ne compte pas céder son pouvoir ou réformer le pays. A contrario, il réprime violemment le mouvement protestataire et le transforme ainsi en un conflit armé qui va faire des milliers de morts et pousser à l'exode des centaines de milliers de personnes.

Tout juste devenu le meilleur ami de l'Europe dans la «lutte» contre la venue des réfugiés, le colonel Kadhafi, partenaire économique de longue date de l'Occident, est finalement abandonné par ces derniers. Une coalition internationale, menée par la France, se met en place. Au mois d'octobre, des forces du Conseil national de transition (CNT) tuent l'ancien «guide» libyen qui dirigeait le pays depuis près de 42 ans.



Une transition ratée

S'enchaîne ensuite une transition démocratique avec des élections en 2012, remportées par des gens dits libéraux, reconnus par la communauté internationale. Or, en réanimant d'anciennes rivalités locales, la guerre civile a fait voler en éclats l'identité nationale libyenne. Il n'y a donc aucune structure politique qui puisse prétendre au monopole légitime de la violence afin de construire un Etat. Par conséquent, des factions armées se forment et se disputent le pouvoir; deux camps se mettent en place: les frères musulmans à Tripoli et un parlement soutenu par l'Occident à Tobrouk. En Libye,

dorénavant, le chaos politique est à l'ordre du jour. Alors que ce dernier s'amplifie durant les années 2013 et 2014, l'OEI en profite pour s'installer dans la région. Depuis, le pays est au bord du gouffre et la sécurité publique n'est plus assurée. En témoigne l'évacuation de nuit de l'ambassade de France en juillet 2014. De même pour les journalistes qui ne sont plus en sécurité et, ne pouvant plus qu'effectuer de très brefs séjours sur place, ont de grandes difficultés pour assurer leur travail sur la Libye.



Vers une nouvelle intervention ?

Face à cet échec politique, l'attention autour de la Libye ne cesse de grandir ces derniers temps. Récemment, le ministre de la Défense français, Jean-Yves Le Drian, ainsi que Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, ont évoqué une nouvelle intervention en Libye. En février dernier, *Le Monde* a révélé que la France menait une «guerre secrète» contre l'OEI en Libye. Selon le quotidien, la France mène, pour l'heure, des actions militaires «non officielles», menées par la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Suite à ces révélations, le ministère de la Défense a d'ailleurs lancé une enquête contre le journal pour «compromission du secret-défense». Doit-on alors considérer la présence française sur le territoire libyen comme un signe précurseur d'une nouvelle intervention? Dernièrement, Jean-Marc Ayrault, le nouveau patron du Quai d'Orsay, a affirmé ne pas envisager de frappes aériennes ni l'envoi de troupes en Libye. Cependant, il annonce vouloir «sécuriser le gouvernement» libyen d'union nationale de Tobrouk. De surcroît, des sources militaires affirment qu'il faut «préparer l'avenir» en Libye pour de possibles actions plus larges. Ce qui est sûr, c'est que les dirigeants français, de près ou de loin, garderont le pays dans leur viseur. Outre le pétrole, le réarmement de la future armée libyenne, le secteur du bâtiment avec la reconstruction des aéroports de Tripoli et Tobrouk ainsi que le système de santé constituent des intérêts importants pour la France. La présence des militaires français en Libye n'est donc pas anodine et il ne serait pas étonnant de la voir renforcée dans les temps à venir.

* Raphaël Schmeller

Tarlabaşı, une transformation à 360°

Le quartier populaire d'Istanbul Tarlabaşı est en pleine mutation. Le gouvernement prévoit d'y ériger des logements de luxe, des bureaux et des centres commerciaux. La contestation est forte mais le pouvoir persiste.

Tarlabaşı est un vieux quartier du district de Beyoğlu à Istanbul. Il est situé entre la place Taksim au nord et Tepebaşı au sud. Historiquement, Tarlabaşı est un quartier grec, aujourd'hui principalement peuplé par des kurdes, roms et personnes originaires du continent africain. Après un passé bourgeois au 19^{ème} siècle, dont les traces sont encore visibles à travers de beaux immeubles Art nouveau, le quartier est aujourd'hui populaire et accueille un célèbre marché le dimanche. Le marché de Tarlabaşı est très populaire à Istanbul. On y trouve de tout puisque les villageois de la région viennent vendre leurs produits avec joie et bonne humeur. Aujourd'hui, tout ceci est menacé puisqu'en 2012, le gouvernement a décidé d'assainir la zone pour transformer Tarlabaşı en quartier résidentiel supérieur. Le projet, nommé *Tarlabaşı 360*, a été fortement contesté par les habitants et plusieurs urbanistes. Pourtant aujourd'hui, les travaux sont déjà bien avancés.

Le projet d'urbanisme *Tarlabaşı 360* vise à transformer les vieux bâtiments Art nouveau en immeubles ultra chics. Pour ce faire, les anciens bâtiments sont détruits. Seule la façade est conservée, mais elle est tout de même restaurée de façon à conserver le style du XIX^{ème} siècle. Derrière ces anciennes façades, le projet prévoit d'aménager des logements de luxe, des bureaux et des centres commerciaux. De nombreux urbanistes déplorent ce remaniement complet du quartier. D'une part, les immeubles historiques, soit complètement détruits, soit réaménagés. D'autre part, ce faisant, l'ancien quartier de Tarlabaşı perd son authenticité ainsi que son histoire byzantine.

L'autre grand dossier de cette affaire est l'issue sociale. Depuis 2012, la municipalité exproprie les bâtiments sans garantir un nouveau logement aux habitants. Le quartier est à présent traversé de hauts grillages métalliques cachant les fondations du nouveau Tarlabaşı. Les barbelés indiquent aux habitants que dans un futur proche, ils ne seront plus les bienvenus.

Le projet est donc sujet à de nombreuses controverses, mais le gouvernement en place n'en tient pas compte, comme lors des autres projets d'urbanisme. Effectivement, *Tarlabaşı 360* s'inscrit dans une série de méga-projets à Istanbul, tels que le Canal Istanbul, la Mosquée Çamlıca, le nouveau pont du Bosphore ou encore le troisième aéroport au nord-ouest de la ville. Répondant au souhait de l'actuel président turc, le pouvoir d'Ankara va ainsi faire de la métropole stambouliote, l'étendard de la «nouvelle Turquie».

* Raphaël Schmeller